

Grève exemplaire à l'INSEE de Nantes. Exemple pour ceux, et surtout celles, qui sont confrontés à l'informatisation du travail tertiaire. Les 48 dactylocodeuses de l'INSEE ont gagné sur la plupart de leurs revendications après une grève de 64 jours ; ce qui est exceptionnel dans le secteur public et dans la période de repli frileux que nous vivons.

Dactylocodeuses de Nantes :

UNE GREVE

QUI A CREVE LES ECRANS ! ⁽¹⁾

CELA s'est passé, au Centre National d'exploitation Nantais de l'INSEE, où 450 personnes gèrent trois importants fichiers : SIRENE (entreprises), RIPP (individus) et le fichier électoral.

Un atelier à part

Le travail des dactylocodeuses est essentiel : il consiste à enregistrer les données nécessaires à la mise à jour des fichiers.

Depuis 7 ans, 7 heures par jour, les « filles de la saisie » comme on les appelle, tapaient aveuglément des papiers administratifs sans intérêt, quelques secondes par document, des dizaines de milliers de documents par semaine, les doigts qui connaissent le clavier par cœur et la tête qui peut voyager ailleurs. Comme le disait Martine : « le travail de saisie était peut

être mécanique, mais on pouvait penser à soi, aux gosses qu'il faut faire voir au médecin, au repas qu'il faut préparer ». (2).

La plupart ont été embauchées à 16-17 ans, après un CAP ou un BEP, et la moyenne d'âge est de 25 ans.

A l'INSEE, c'est un atelier un peu à part, où l'on suit rarement les grèves et où les syndiquées se comptent sur les doigts d'une main.

C'est peut-être ce qui explique le soutien mitigé du reste du personnel à la grève. En effet, il y avait rarement plus de 100 personnes aux Assemblées générales ; encore moins à la porte du Directeur pour exiger des négociations. C'est peut-être aussi ce qui explique les hésitations des syndicats, au début de l'action, plus habitués par ailleurs aux mouvements concernant tout un corps, voire l'ensemble du personnel, sur des problèmes « classiques » de salaires ou de temps de travail. Cette grève ressemblait

plus à une grève du « privé » que du « public ».

Quel progrès technique ?

Tout est parti de l'introduction d'un nouveau matériel en septembre 80. La Direction décide alors d'installer des écrans Nixdorf. Le nouveau matériel est présenté comme plus « humain » et la Direction fait des efforts pour le prouver : changement des tables, des chaises, installation du téléphone et... d'écrans individuels. On peut maintenant lire ce que l'on tape.

Mais très vite, le travail s'avère encore plus dur pour les dactylocodeuses : les chaises font mal au dos, plus question de parler ou de penser à autre chose : l'écran est là, il appelle le regard, le document aussi. C'est crevant (mal aux yeux, mal au cou). Pas question de toucher aux programmes.

de connaître les possibilités de l'écran-clavier. On ne demande pas aux filles de comprendre ni d'apprendre mais de taper vite, et bien.

L'écran est à nouveau un moyen de filage : rendement, temps de pauses, cadences, tout est enregistré et la prime de fin d'année s'en ressent.

Comme le disait Martine : « il fallait faire sans arrêt le mouvement des yeux document-clavier-écran. Le travail est devenu plus intéressant, mais beaucoup plus fatigant. On est prise par le matériel qui accapare toute notre attention pendant des heures, au point qu'en sortant le soir, on se dit : "où j'en suis ?" J'en étais arrivée à mettre des bouts de papier dans mon porte-monnaie ou à faire des nœuds à mon mouchoir pour ne pas oublier quelque chose. Ça n'était pas mon habitude. »

Alors on s'interroge.

En effet, le temps de travail quotidien pour une saisie « classique » est de 6 h 55 en vertu d'une instruction ministérielle. Mais il est de 4 h pour une saisie conversationnelle à l'INSEE, c'est-à-dire un travail nécessitant un dialogue, inscrit sur écran, avec l'ordinateur. Or, le système Nixdorf est à mi-chemin entre les deux, l'écran n'étant pas commuté directement à l'ordinateur.

« Un texte apparaît en même temps que la frappe. La machine nous parle, pose des questions, indique la liste des fonctions, renvoie des messages d'anomalie. Elle annonce les erreurs au moyen d'une sonnerie ou d'un voyant lumineux. C'est la phase intermédiaire entre le procédé d'enregistrement aveugle et le procédé conversationnel, celui qui permettra un véritable dialogue entre la machine et nous. Mais déjà, ça gagne un temps fou et ça permet un gain de productivité de 30 % ».

Aussi, le 8 novembre, le raibol éclate. Elles se réunissent et lancent l'idée d'une pause horaire, de 45 minutes réparties sur la journée. Elles font circuler une pétition et demandent aux syndicats de les accompagner à la Direction.

La saisie en panne

La Direction accorde alors 10 minutes de pause pendant trois mois, « le temps de s'adapter ». Ce mépris ne fait que renforcer la colère. Le 8 décembre, à l'unanimité, elles décident la grève du zèle et s'octroient elles-mêmes les 45 minutes de pause supplémentaire. Le 6 janvier, lettre de la Direction : on retirera un trentième du salaire mensuel si le travail ne reprend pas normalement.

Alors c'est la grève. Votée pour deux jours, puis reconduite pendant 64 jours.

64 jours de grève active : soutenues par les sections syndicales CFDT et CGT, les filles sont là chaque jour.

Tracts, affiches, soutien financier, réponses aux journalistes, popularisation dans les directions régionales de l'INSEE, envahissement du bureau du Directeur, les journées sont bien remplies. Éternel débat : on reprend ? Non, c'est trop con, au point où on en est... Mais à quel bon continuer si la Direction ne veut rien entendre, on n'est pas assez fort, mieux vaut s'arrêter tout de suite... La Direction cherche une porte de sortie ; il faut lui donner les moyens de négocier... mais que fait la Direction ? C'est le ministre qui bloque... il faut durcir l'action... mais non, on sera minoritaires. Joies, colère, nervosité, hésitations, elles sont restées soudées, les syndicats aussi...

Les syndicats CGT et CFDT n'ont jamais cherché à imposer une solution aux filles. Et cela était un atout important. C'est conscientes des risques mais sûres de leur bon droit qu'elles revotaient chaque fois la grève en Assemblée Générale. Pas de tableau idyllique non plus : les syndicats avaient pour eux l'habitude de parler, d'écrire, de négocier mais ils ne s'en sont jamais servi pour « mener les filles en bateau » comme disait F.O.

Cette démocratie et la popularisation du conflit à l'extérieur qui ont donné un nouveau souffle à la grève. La presse nationale intervient, les fédérations CGT et CFDT des Finances organisent le soutien au niveau national, les unions locales CGT et CFDT au niveau local à l'aide d'un tract commun, les Mairies de gauche soutiennent. Autain (Maire de Bourgneuf) rédige une question ouverte à l'Assemblée Nationale.

Chaque jour une affiche retrace l'ensemble des coups de téléphone, lettres, pétitions de soutien. Le travail devient rapidement trop fastidieux, il se fera oralement. Les collectes dans la métallurgie nantaise sont un succès : Brissonneau, AGB, Dubigeon, Les Batignolles, Paris, Carnaud, surtout un accueil favorable... et fructueux, plus même que dans le reste de la fonction publique... étonnant.

Cette solidarité extérieure, venant de toutes parts, tranche avec la réserve du personnel du centre de Nantes.

Résultat de l'unité syndicale ? Volonté de voir enfin une grève offensive gagner ? Sans doute un peu les deux.

A partir de la 4^e semaine, les fonds de solidarité atteignent 90 % de la perte de salaire.

On parle de plus en plus de cette grève sur le plan national. Tant et si bien que la Direction de l'INSEE, qui n'a cessé de tergiverser pour refuser de véritables négociations, adressait une note aux Directeurs départementaux pour les mettre en garde contre

les risques de contagion !

D'autant que le blocage de la mise à jour des fichiers commence à poser problème. Dans une lettre adressée à la CNIL, les syndicats soulignent l'impact de ce retard sur la mise à jour du fichier électoral. La révision électorale devant être terminée fin mars, la sous-traitance de ces données « poserait quelques problèmes »...

Elles ont gagné !

Le 10 Mars, les dactylocodeuses font le siège de la direction avec les syndicats. Le 11 la Direction Générale se décide à payer le voyage à une délégation pour venir négocier à Paris... et un protocole d'accord est signé enfin. Nous citons l'essentiel de cet accord :

1) Moins de temps devant l'écran :

— 5 h 30 par jour au lieu de 6 h 55 devant l'écran ;

— 1 h de travail manuel, qui peut être prise en 2 demi-heures dans la journée et laissée à l'initiative de chacune ;

— 15 mn de pause, auparavant prises le midi sont déplacées dans la journée. Mais il est bien entendu que le temps d'arrêt le midi reste inchangé puisqu'il s'agit « d'une habitude de tout le personnel du centre de prendre une heure le midi au lieu de 3/4 d'heure ».

— 10 mn de pause supplémentaire pour certains travaux.

Ceci est accordé pour 6 mois. Il paraît difficile d'envisager un retour en arrière...

2) Suppression du contrôle individuel :

« Des dispositions techniques seront prises pour rendre anonymes les données individuelles enregistrées par le système informatique, sauf en cas de vérification explicite du travail d'un agent qui en sera prévenu... ».

3) Indemnisation de 21 jours de grève

Le lendemain des négociations, les grévistes fêtaient la victoire au restaurant. Il reste qu'il faudra imposer la préservation de ce qui a été obtenu.

Pour les syndicats CGT et CFDT, il s'agit maintenant de s'appuyer sur cet accord pour l'étendre à l'INSEE et au delà, partout où les mêmes problèmes se posent. C'est un pas en avant, modeste mais infiniment précieux, dans la remise en cause du type d'informatisation voulue par le pouvoir et le patronat.

Le consensus informatique cher à Giscard a décidément du plomb dans l'aile.

1) Nous remercions l'hebdomadaire *Les dits de Nantes* grâce à qui cet article a pu être écrit.

2) *Ouest France* 19/2/81

ABONNEZ-VOUS, c'est la condition de notre développement et de notre survie !